



**Conférence  
des Nations Unies  
sur le commerce  
et le développement**

Distr.  
LIMITÉE

TD/B/50/L.6  
14 octobre 2003

FRANÇAIS  
Original: ANGLAIS

---

CONSEIL DE COMMERCE ET DE DÉVELOPPEMENT  
Cinquantième session  
Genève, 6-17 octobre 2003  
Point 2 de l'ordre du jour provisoire

**INTERDÉPENDANCE ET QUESTIONS ÉCONOMIQUES MONDIALES  
DANS LA PERSPECTIVE DU COMMERCE ET DU DÉVELOPPEMENT:  
ACCUMULATION DE CAPITAL, CROISSANCE ÉCONOMIQUE ET  
CHANGEMENTS STRUCTURELS**

**Résumé du Président**

1. Les débats ont porté sur les conséquences de l'actuelle conjoncture économique mondiale et sur les perspectives à court terme. Les participants se sont accordés à reconnaître que, bien que la faiblesse de la demande d'exportations et la baisse des prix des produits de base aient pesé sur la croissance des revenus dans un grand nombre de pays en développement, la situation actuelle montrait que la vulnérabilité à différents types de chocs et la capacité de réagir à ces chocs variaient considérablement selon les pays en développement.
2. Alors que les pays en développement d'Asie et les pays en transition avaient réussi à conserver des taux de croissance relativement élevés grâce à une expansion de la demande intérieure et à l'application d'autres mesures générales, les pays latino-américains et caraïbes étaient ceux qui avaient le plus souffert du récent ralentissement de l'économie mondiale, avec notamment une détérioration du climat politique et social dans plusieurs de ces pays. Il fallait désormais trouver une solution durable aux problèmes de balance des paiements et d'endettement extérieur d'un certain nombre de pays de la région.

3. Bien que l'Afrique eût relativement été moins éprouvée par le ralentissement économique mondial depuis 2001, l'épidémie de VIH/sida, l'instabilité politique et les conflits armés, outre la faiblesse des prix des produits de base et l'insuffisance des flux de capitaux publics et privés, avaient contribué à l'apparition d'une véritable crise du développement. Il a été estimé que l'amélioration des perspectives de croissance en Afrique passait par des politiques davantage axées sur la croissance et par une vigoureuse reprise de l'économie mondiale. Un renforcement de la coopération financière internationale, comme convenu dans le Consensus de Monterrey, et un système commercial et financier mondial davantage favorable au développement ont également été jugés essentiels. Le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) a été considéré comme une raison de se montrer optimiste.

4. Bien que rapidement maîtrisée, l'épidémie de SRAS avait freiné la croissance dans plusieurs pays asiatiques. L'Asie avait néanmoins été la région la plus dynamique et jouait un rôle de plus en plus important dans la stimulation de la croissance mondiale. Plusieurs délégations ont noté qu'en Asie de l'Est, la vigueur des fondamentaux macroéconomiques et la solidité de la position de la balance des paiements avaient considérablement favorisé une expansion de la demande intérieure qui avait soutenu la croissance, laquelle avait été renforcée par d'étroites relations commerciales intrarégionales, dans une région où la Chine était devenue le marché d'exportation le plus dynamique. La résilience des économies asiatiques et leur vigoureuse croissance étaient, d'après les participants, le résultat de bonnes politiques menées pendant de nombreuses années, qui avaient encouragé l'accumulation de capital, la croissance et les changements structurels.

5. Il a été reconnu que les perspectives à court terme de la croissance mondiale, même si elles pouvaient être plus positives qu'il n'était suggéré dans le *Rapport sur le commerce et le développement 2003*, continuaient d'être assombries par un certain nombre d'incertitudes et de déséquilibres, avec des conséquences négatives pour les pays en développement. Plusieurs délégations ont souligné la nécessité pour les pays développés d'agir avec détermination pour stimuler la croissance et favoriser un rééquilibrage progressif et ordonné de l'économie mondiale, et éviter ainsi toute nouvelle perturbation du processus de reprise.

6. Les incertitudes quant à la réalisation des objectifs de développement du Millénaire, en particulier l'objectif d'une diminution de moitié de la pauvreté d'ici 2015, ont suscité de très

fortes inquiétudes. D'après quelques délégations, même avec le scénario le plus optimiste, il serait impossible de réaliser ces objectifs, surtout en Afrique.

7. Un autre grand thème des débats a été l'accumulation de capital, la croissance économique et les changements structurels. Les discussions ont été enrichies par le travail d'analyse contenu dans le *Rapport sur le commerce et le développement, 2003* et par une réunion-débat avec des experts. Bien que quelques doutes aient été exprimés sur certains éléments de l'analyse présentée dans le Rapport, celui-ci a été considéré comme une contribution de valeur au débat sur la politique internationale de développement.

8. Les délégations ont reconnu que les réformes économiques et les réformes d'orientation engagées dans de nombreux pays latino-américains et africains pendant les années 90, qui mettaient l'accent sur la libéralisation du commerce et du secteur financier, la déréglementation, la privatisation, l'investissement étranger direct (IED) et une diminution de l'intervention de l'État, n'avaient pas donné les résultats escomptés en termes de croissance et de conditions macroéconomiques propices à la création et à l'expansion d'une capacité productive et à l'accroissement de la productivité. Il a également été reconnu que la croissance et la lutte contre la pauvreté ne pouvaient être envisagées dans une perspective à long terme sans un niveau adéquat d'accumulation de capital, et l'expérience des pays d'Asie de l'Est montrait que la structure et la qualité des investissements privés et publics étaient déterminantes pour l'industrialisation, la croissance de la productivité et les changements structurels.

9. À la lumière de ces expériences, une majorité de délégations a reconnu la nécessité de repenser les programmes de réforme et les stratégies de développement. Une délégation a estimé que, si le Consensus de Washington restait valable et si les pays souhaitant parvenir à une croissance stable dans l'actuel contexte économique mondial devaient continuer de s'inspirer de ses principes, on s'était aussi aperçu au fil des ans qu'une bonne gouvernance, la transparence et un large développement institutionnel étaient indispensables à une croissance forte, équitable et soutenue. Quelques délégations ont considéré qu'une certaine latitude d'action était nécessaire dans le cas des pays en développement pour leur permettre de réagir à une évolution défavorable de l'environnement économique international.

10. Pour de nombreuses autres délégations, une révision plus approfondie des stratégies de développement était nécessaire, qui accorderait un rôle important non seulement aux forces du marché, mais aussi à l'État. Les stratégies révisées devraient s'appuyer à la fois sur les exportations et sur les marchés intérieurs et tenir compte des structures spécifiquement nationales et des capacités propres de changement social et économique. Les possibilités de reproduire dans d'autres régions en développement l'expérience est-asiatique des deux dernières décennies ont suscité un débat animé. Il a été avancé que si un ratio d'investissement élevé avait été le moteur de la croissance dans de nombreux cas, d'autres éléments intervenaient également pour assurer la viabilité d'une stratégie de développement, dont l'intégration régionale et un accroissement des apports de technologie, associés ou non à l'IED.

11. Beaucoup de délégations ont abordé la question de la marge de manœuvre nécessaire aux pays, en faisant valoir que la libéralisation du commerce ne suffisait pas à elle seule à promouvoir développement et prospérité et à accélérer la convergence des niveaux de revenu. Pour un certain nombre de délégations, un important enseignement de l'expérience récente était que les pays en développement avaient besoin d'une marge de manœuvre suffisante pour développer des industries locales et gérer une intégration plus équilibrée dans l'économie mondiale. De telles politiques devaient être associées à une stratégie de développement ouverte sur l'extérieur, même si l'on reconnaissait que les arrangements internationaux imposaient des contraintes. Parce que les conséquences de la libéralisation devaient être socialement acceptables, une plus grande attention devait être accordée à la répartition des revenus, aux programmes sociaux, à la réforme foncière et à l'éducation. On a également souligné les conséquences négatives pour la stabilité macroéconomique dans la plupart des pays en développement d'une libéralisation prématurée du système financier et du compte de capital en l'absence de réglementation efficace. Faute d'arrangements internationaux contribuant à une plus grande stabilité financière, il était important pour les pays en développement de conserver une certaine autonomie d'action pour limiter les risques que pouvait représenter pour eux la volatilité des marchés financiers internationaux. Quelques délégations ont également souligné qu'il était important de renforcer les capacités dans les pays en développement et de mettre en place des mécanismes pour protéger ces pays des conséquences de l'instabilité des marchés internationaux.

12. Il a aussi été déclaré que, si un environnement mondial plus favorable était nécessaire pour accélérer le développement, les pays en développement eux-mêmes devaient entreprendre des

réformes de marché et se doter de politiques monétaires, financières et industrielles dynamiques; ils devaient s'ouvrir progressivement à l'économie mondiale et réduire leur dépendance à l'égard des produits de base.

13. Dans le débat sur l'interdépendance, il a fréquemment été fait référence à l'échec de la réunion ministérielle de Cancún, auquel aucun pays membre n'était insensible. Le retour au protectionnisme et à l'unilatéralisme n'était pas la voie de l'avenir, et ce d'autant moins que les pays en développement seraient ceux qui en souffriraient le plus. Des représentants de pays en développement ont déploré en particulier l'absence de progrès dans les domaines de l'agriculture et de l'accès aux marchés, considérés comme essentiels à la viabilité de leurs jeunes secteurs industriels. De nombreuses délégations ont considéré que l'échec de Cancún était imputable aux actuels déséquilibres du système commercial multilatéral, qui, selon elles, avaient contribué à élargir le fossé entre riches et pauvres.

14. Il y a eu accord sur la nécessité de reprendre aussitôt que possible les négociations commerciales multilatérales. La poursuite de la réforme du système commercial international était de toute évidence souhaitable pour l'ensemble de la communauté internationale. Une majorité de délégations, en particulier de pays en développement, a souligné combien il était urgent de renforcer l'aspect contribution au développement du système commercial multilatéral si l'on voulait que la mondialisation profite à tous les pays. Plusieurs délégations ont estimé que jusque-là, les bienfaits de la mondialisation avaient été concentrés dans un petit nombre de pays, tandis que cette même mondialisation avait entraîné une aggravation de la pauvreté et une persistance du sous-développement dans beaucoup d'autres pays, accentuant ainsi les disparités au niveau mondial et mettant en péril la paix et la stabilité dans le monde.

15. Pour remettre le Cycle de Doha dans la bonne voie, il fallait désormais que les négociations tiennent pleinement compte des besoins et des intérêts particuliers des pays en développement, notamment dans le secteur agricole. Il a été demandé aux pays développés de faire davantage pour libéraliser leurs régimes commerciaux, tandis que les pays en développement étaient invités à ouvrir progressivement leurs marchés aux exportations d'autres pays en développement. En outre, des efforts systématiques ont été jugés nécessaires pour instaurer une plus grande cohérence entre les systèmes commercial et financier internationaux. Il fallait adopter une approche intégrée de la gouvernance économique mondiale et engager

des programmes concrets et correctement financés pour protéger les pays en développement, en particulier les pays les moins avancés, les pays sans littoral et les pays insulaires, ainsi que les pays en transition, de l'impact des chocs extérieurs et pour réduire l'écart grandissant qui les séparait des pays plus riches.

16. De nombreuses délégations ont également réitéré leur appui au Consensus de Monterrey. Tous les pays en développement et quelques pays développés ont estimé que les pays développés devaient faire davantage d'efforts pour fournir une assistance technique et financière, et en particulier atteindre, comme promis, les objectifs internationaux d'aide publique au développement.

17. Un grand nombre de délégations ont déclaré que la CNUCED restait l'instance la plus compétente pour un examen des défis posés par l'interdépendance économique mondiale dans une optique de développement, étudier les meilleurs moyens de renforcer le développement économique des pays en développement, et forger un consensus sur toutes les questions concernant le commerce et le développement. Ces défis ont été jugés plus complexes et plus interdépendants aujourd'hui que jamais auparavant dans l'histoire de la CNUCED. Quelques délégations ont estimé que la CNUCED était plus utile aujourd'hui que jamais en tant qu'outil de réflexion et laboratoire d'idées pour les pays en développement, et qu'il faudrait renforcer son rôle. L'institution pouvait beaucoup contribuer à l'instauration d'un système commercial impartial et plus prévisible, ainsi qu'au dépassement de la crise des négociations multilatérales ouverte à Cancún. Elle devait continuer de rappeler à la communauté internationale que le système économique mondial devait être au service de la prospérité de tous. La onzième session de la Conférence serait une importante occasion de renforcer le rôle de l'institution.

-----